

République Centrafricaine (RCA)

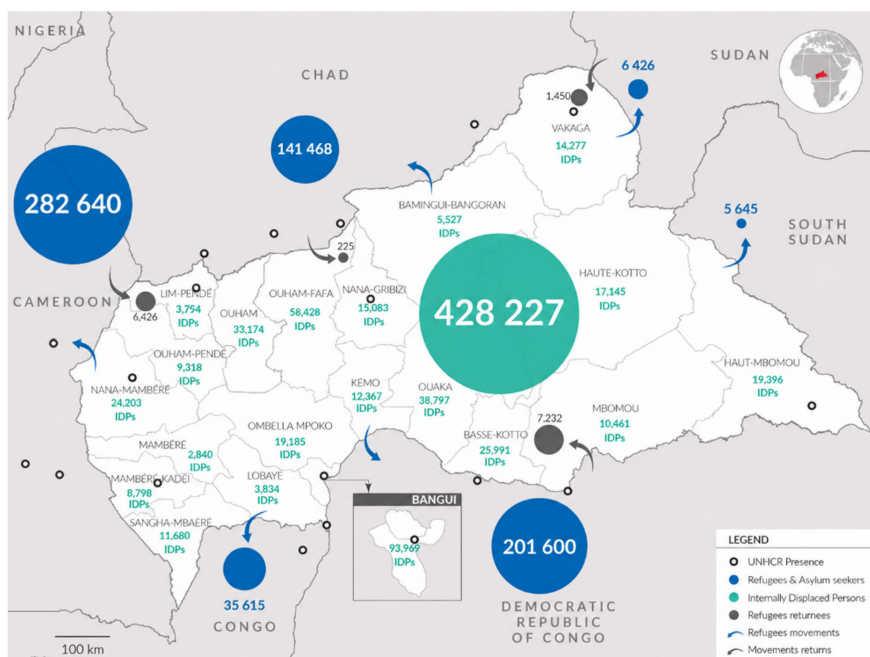
MISE À JOUR OPÉRATIONNELLE

Trimestrielle | Avril - Juin 2026



STATISTIQUES / CARTE | 30 juin 2026

	490 210 Personnes déplacées de force
	428 227 Personnes déplacées internes (PDI)
	61 983 Réfugiés et demandeurs d'asile
	75 031 Personnes rapatriées des pays voisins depuis 2017



Les opérations du HCR en République centrafricaine (RCA) reposent sur la protection par la présence, pilier central de la réponse humanitaire. Dans un contexte marqué par la volatilité sécuritaire et les répercussions de la crise soudanaise, une attention particulière est également portée à la réponse aux urgences.

Parallèlement, la recherche de solutions durables constitue une priorité majeure, notamment par l'appui au retour volontaire, sûr et digne des réfugiés centrafricains, tout en veillant à leur réintégration durable et à leur contribution au développement national.

Le gouvernement centrafricain, le HCR et ses partenaires assurent la protection et une assistance multisectorielle aux personnes déplacées internes (PDI) et aux réfugiés, y compris les Tchadiens et les Soudanais, tout en promouvant des solutions durables pour les retournés centrafricains. Le HCR aligne ses interventions sur les priorités nationales, notamment le Programme national de développement, la Stratégie nationale pour les solutions durables et la Plateforme d'appui aux solutions issues de la Déclaration de Yaoundé de 2022.

	620 Centrafricains ont été rapatriés volontairement du Cameroun et de la RDC vers la RCA depuis janvier 2026.		2 500 Personnes touchées par les inondations ont été aidées grâce à des kits de biens essentiels.		737 Réfugiés soudanais enregistrés individuellement.
	199 Ménages de rapatriés ont reçu des kits d'hygiène.		250 Ménages de déplacés internes retournés ont reçu des kits d'abris d'urgence.		20 352 Réfugiés ayant reçu une aide en espèces.



Dans le cadre de la promotion et du renforcement des capacités, des femmes réfugiées et des membres de la communauté d'accueil ont suivi à Birao une formation professionnelle en fabrication de savon, en boulangerie et en tricotage. ©UNHCR/Stella Fatime

Contexte opérationnel

La RCA se trouve à un tournant de sa trajectoire post-conflit. Des avancées significatives ont été enregistrées, notamment grâce à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, à la décentralisation administrative et à l'organisation des premières élections locales depuis plus de quarante ans. Ce qui traduit une volonté affirmée de consolidation de l'État et de rapprochement des institutions avec les populations.

Toutefois, ces progrès demeurent fragiles, en particulier dans les zones frontalières du nord-est et du sud-est, affectées par la présence de groupes armés, la porosité des frontières et les répercussions de la crise soudanaise.

Sur le plan sécuritaire, plusieurs régions du pays connaissent une amélioration relative, avec une réduction des affrontements ouverts entre groupes armés, un redéploiement progressif des autorités étatiques et un accès humanitaire élargi dans certaines zones auparavant difficiles d'accès. Ces dynamiques contribuent à un environnement plus propice au retour volontaire des populations et à la relance des activités socio-économiques.

Toutefois, ces progrès demeurent fragiles et inégalement répartis sur le territoire. Les zones frontalières du nord-est et du sud-est restent particulièrement exposées aux risques sécuritaires, exacerbés par les effets de la crise soudanaise, la persistance de groupes armés, la porosité des frontières et le retrait progressif de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Ces facteurs continuent d'affecter la protection des populations civiles et de limiter l'accès durable aux services de base.

Alors que le conflit entre dans sa quatrième année, la situation au Soudan continue d'alimenter la plus grande crise de déplacement au monde.

En juin 2026, 37 389 réfugiés soudanais ont été enregistrés en République centrafricaine depuis avril 2023, dont 80 % étaient des femmes et des enfants. En collaboration avec la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), le HCR assure leur accueil, leur enregistrement et le suivi de leur protection aux frontières.

Avec l'appui de la communauté humanitaire, des services essentiels leur sont fournis, notamment en matière de protection, d'assistance alimentaire, d'abris, de soins de santé et d'éducation, en particulier à Korsi, dans la préfecture de Vakaga. Cette réponse s'inscrit dans un contexte où l'amélioration relative de la sécurité dans certaines zones permet une meilleure organisation de l'assistance et un accès plus régulier pour les populations.

Au 30 juin 2026, la RCA accueille 61 983 réfugiés et demandeurs d'asile, dont 53 323 réfugiés et 8 660 demandeurs d'asile. La majorité est composée de réfugiés soudanais (70 %), suivis de réfugiés de la République démocratique du Congo (13 %), du Tchad (10 %) et du Soudan du Sud (7 %). Ce chiffre représente une diminution de 7 % par rapport à la fin de décembre 2025, principalement due à l'enregistrement individuel des réfugiés soudanais.

Parallèlement, l'amélioration relative de la situation sécuritaire observée dans certaines régions a contribué à la poursuite des retours volontaires des Centrafricains. Au total, 75 031 personnes ont été rapatriées volontairement, dans des conditions sûres et dignes depuis le lancement de l'opération en 2017, dont 21 445 en 2025 et 620 en 2026. La majorité des rapatriés provenait de la République démocratique du Congo (43 %), suivie du Cameroun (40 %) et de la République du Congo (15 %). Ces retours témoignent d'une confiance progressive des populations en l'amélioration de la situation sécuritaire, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts de stabilisation, de relèvement et de réintégration durable afin de consolider les acquis et de prévenir les risques de rechute.

Situation des réfugiés soudanais dans les préfectures de la Vakaga, de Bamingui-Bangoran, de Haute-Kotto, d'Ouaka, de Mbomou et de Haut-Mbomou.

 **UNHCR CAR @UNHCR_CAR** · May 7
📍 L'afflux de réfugiés soudanais se poursuit dans la Vakaga.
La #CNR et le HCR ont déjà enregistré:
♦ 1 958 personnes à Manou
♦ 516 à Sikikede

✅ 859 familles ont reçu une aide d'urgence: bâches 🏠, 🧺, vêtements 👕
⚠️ Les besoins augmentent chaque jour.



En juin 2026, la situation sécuritaire à la frontière avec le Soudan s'est fortement dégradée. À la fin du mois, l'escalade des violences à Am-Dafock, marquée par des attaques menées par des groupes armés non étatiques soudanais et des frappes aériennes ciblant des positions des Forces de soutien rapide (RSF), a provoqué un nouvel afflux de réfugiés soudanais vers Manou.

Selon les autorités locales et les organisations humanitaires, 1 958 nouveaux arrivants ont été enregistrés durant cette période. Toutefois, le nombre total de nouvelles arrivées à Manou est estimé entre 7 000 et 8 000 personnes, plusieurs milliers n'ayant pas encore pu être enregistrées en raison des contraintes d'accès et des conditions sécuritaires. La situation humanitaire demeure préoccupante, avec d'importants besoins non couverts. Une mission conjointe visant à enregistrer les réfugiés et à distribuer des vivres ainsi que des articles non alimentaires a dû être reportée en raison de l'accès limité à la zone.

Par ailleurs, une mission conjointe d'évaluation menée par OCHA, le HCR, PPM et l'UNICEF a signalé la présence d'au moins 16 000 déplacés centrafricains aux alentours de la base de la MINUSCA à Am-Dafock. Ces populations ont des besoins urgents, notamment en matière d'approvisionnement en eau, de protection et d'accès aux services de santé.

Dans le reste de la préfecture de la Vakaga, la situation sécuritaire demeure instable. L'insécurité persistante, les activités des groupes armés et le banditisme

roumier continuent d'exposer les populations civiles à de sérieux risques pour la sécurité, tout en limitant leur liberté de mouvement et leur accès aux services essentiels ainsi qu'à l'assistance humanitaire.

Enregistrement et documentation

Au 19 juin 2026, le site de Korsi accueillait 24 765 réfugiés soudanais, répartis dans 12 624 ménages. Par ailleurs, environ 12 624 réfugiés soudanais supplémentaires seraient entrés en République centrafricaine par différents points de passage frontaliers et résideraient actuellement dans d'autres localités du pays. Ces populations sont dispersées dans des zones reculées et difficiles d'accès, notamment dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou et Ouaka, ce qui pose d'importants défis en matière d'accès humanitaire et de fourniture de services essentiels.

Au total, 20 sites, répartis sur l'ensemble du territoire centrafricain, accueillent des réfugiés soudanais. Les femmes et les enfants représentent environ 85 % de cette population, ce qui souligne l'importance des besoins en matière de protection, d'éducation, de santé et d'assistance humanitaire.

Réponse du HCR et des partenaires

Renforcement des capacités des organisations dirigées par les réfugiés

Le 20 juin 2026, la Journée mondiale des réfugiés a été célébrée avec la participation active des organisations dirigées par les réfugiés (RLO) et des organisations communautaires (CBO). L'événement a compris des activités de sensibilisation et de mobilisation communautaire visant à promouvoir la cohésion sociale, à renforcer la solidarité entre les réfugiés et les communautés d'accueil, et à mettre en lumière les contributions positives des réfugiés au vivre-ensemble et à la coexistence pacifique. La cérémonie officielle a également été marquée par diverses activités culturelles, artistiques et sportives.

Dans le cadre de cette célébration, une réunion de coordination de la réponse aux réfugiés a réuni les acteurs humanitaires afin de faire le point sur la situation des réfugiés, d'examiner les besoins prioritaires et de planifier les interventions futures. Cette rencontre a permis de renforcer la coordination entre les partenaires, d'améliorer l'harmonisation des activités et de faciliter le partage d'informations en vue d'une réponse plus efficace et mieux coordonnée.

En amont de la Journée mondiale des réfugiés, plusieurs réunions de coordination et de planification

ont été organisées avec les associations YARAHAMAN et SE-TERE. Grâce à une approche de coaching et d'accompagnement, ces organisations ont renforcé leurs capacités en matière d'identification des besoins, de planification des activités, d'élaboration budgétaire, de mise en œuvre des interventions et de gestion des rapports financiers. Cette initiative a également contribué au renforcement de leurs structures organisationnelles, tout en favorisant leur engagement dans les activités de protection, la promotion de la cohésion sociale et le leadership communautaire, notamment celui des femmes.

Protection de l'enfance

Trois sessions de sensibilisation communautaire ont été organisées à Korsi sur les droits et responsabilités des réfugiés, la coexistence pacifique, les droits de l'enfant, ainsi que la prévention de la violence, de l'exploitation et de la négligence. Au total, 223 personnes ont été sensibilisées, dont 42 hommes, 107 femmes, 26 garçons et 48 filles. Ces activités ont contribué à renforcer les connaissances des participants sur les questions de protection et à promouvoir un environnement plus sûr et plus protecteur pour les enfants et l'ensemble de la communauté.

Surveillance de la protection

Dans le cadre du projet de surveillance de la protection, le Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement (CIAUD) du HCR a effectué six visites de surveillance durant la période visée, dont quatre à Birao (site de Korsi) et deux à Ouanda-Djallé. Ces visites visaient à évaluer l'environnement de protection et à collecter, documenter, analyser et partager systématiquement les incidents de protection afin de soutenir un plaidoyer fondé sur des preuves auprès des parties prenantes concernées.

Cependant, d'importants besoins humanitaires subsistent, notamment en matière d'abris et d'articles essentiels pour le foyer (NFI). Les nouveaux arrivants et les foyers les plus vulnérables ont besoin d'urgence de bâches et de matériaux d'abri pour renforcer leurs abris avant la saison des pluies. Sans assistance rapide, leur vulnérabilité et leurs conditions de vie risquent de se détériorer davantage.

Au cours de la période de rapport, le partenaire CIAUD a documenté et rapporté 48 incidents de protection. Les violations des droits de propriété sont restées les plus fréquentes, représentant 31 incidents (64,6 %), suivies par les violations de l'intégrité physique, avec

17 incidents (35,4 %). Les incidents de protection se sont principalement concentrés à Am Dafock (15 cas), Tissi Sarayevo (14 cas), Ouanda-Djallé (13 cas) et Birao (6 cas), confirmant que ces lieux restent les principales zones d'inquiétude.

Huit (08) évaluations P21 ont été menées auprès de deux informateurs clés et de six ménages, dont trois (03) à Ouanda-Djallé, un (01) à Tomou et quatre (04) à Birao. Ces évaluations ont permis d'identifier les besoins prioritaires des réfugiés, des demandeurs d'asile, des rapatriés et des membres de la communauté d'accueil, tout en renforçant l'analyse des risques de protection et des besoins multisectoriels.

Quatre (04) sessions de sensibilisation sur les droits et responsabilités des réfugiés, ainsi que sur la coexistence pacifique, ont été organisées à Korsi. Un total de 198 personnes ont été atteintes, dont 38 hommes, 107 femmes, 18 garçons et 35 filles, ce qui témoigne d'un fort engagement communautaire en matière de protection.

Moyens de subsistance

Les activités de subsistance se sont principalement concentrées sur la sensibilisation et l'organisation de 278 bénéficiaires (97 hommes et 181 femmes) en vue de leur lancement à Birao. Les termes de référence (ToR) ont été élaborés pour les activités agricoles et entrepreneuriales, alors que le défrichement des terres pour les parcelles de culture touche à sa fin. Les bénéficiaires ont également participé activement à la Journée mondiale du réfugié, contribuant à la promotion d'activités génératrices de revenus (IGA) et au renforcement de la cohésion communautaire.

Responsabilité envers les populations concernées (AAP)

Au cours de la période couverte par le rapport, plusieurs activités d'engagement, de protection et de responsabilité communautaire ont été mises en œuvre à Korsi par des partenaires humanitaires et des structures communautaires. Ces interventions combinaient le renforcement des capacités, le soutien aux moyens de subsistance, l'amélioration des conditions d'hygiène et la mise en place de mécanismes de responsabilisation auprès des populations déplacées de force.

Le partenaire du HCR, CIAUD, via le Centre d'information et de retours, a enregistré 535 plaintes, préoccupations et demandes.

Les principaux problèmes signalés comprenaient l'exclusion des bénéficiaires des listes de distribution (180 cas), les problèmes liés aux cartes SCOPE et aux demandes de remplacement (123 cas), les cas « aucun bon trouvé » (102 cas), les demandes de nouvelles cartes SCOPE (58 cas), ainsi que les cartes rejetées, endommagées ou brûlées (72 cas). Ces plaintes ont été transmises aux parties prenantes concernées, y compris au PAM, pour suivi et retours.

De plus, une session de sensibilisation sur les mécanismes de plaintes et de rétroaction a été organisée à Korsi, ayant touché 269 personnes (67 femmes, 53 hommes, 45 garçons et 104 filles). Ces sessions ont contribué à renforcer la responsabilité, la communication communautaire et le suivi des préoccupations relatives à l'aide financière et à d'autres formes de soutien humanitaire.

Éducation

Au cours de la période couverte par le rapport, le partenaire du HCR, le Centre de Support en Santé Internationale (CSSI), a suivi les principales activités éducatives à Birao, notamment le lancement des examens nationaux du Baccalauréat et l'annonce des résultats des examens de niveau fondamental 1. Parallèlement, 189 apprenants, dont 163 réfugiés et 26 membres de la communauté d'accueil, ont suivi des cours de français, améliorant ainsi l'accès à l'éducation et aux opportunités d'apprentissage tant pour les populations réfugiées que pour celles d'accueil.

Abris et articles non alimentaires

À Korsi, le partenaire du HCR, NOURRIR, a achevé la construction de 150 abris semi-durables et de 150 latrines domestiques afin d'améliorer l'accès aux installations sanitaires pour les familles. Toutes les infrastructures prévues ont désormais été finalisées et attendent une visite d'inspection conjointe avec les bénéficiaires, qui servira de base à la validation officielle et à la remise des installations.

À Birao, la construction du centre de santé est terminée, avec un taux d'achèvement de 100 %. Cette installation devrait renforcer l'accès aux soins de santé primaires à Birao en permettant la prise en charge des cas médicaux courants et, si nécessaire, l'orientation vers l'hôpital du district de Birao. En attendant sa remise officielle, le partenaire CSSI a déjà commencé à exploiter l'établissement depuis le 20 mai 2026, permettant ainsi à la population locale de bénéficier sans délai des services de santé essentiels.

Eau, hygiène et assainissement

Au cours de la période couverte par le rapport, 1 484 m³ d'eau (1 484 000 litres) ont été distribués à 21 816 réfugiés soudanais déplacés de force à Korsi, ce qui représente une allocation moyenne quotidienne d'eau de 9,72 litres par personne et par jour. Bien que ce niveau d'approvisionnement aide à répondre à une partie des besoins essentiels en eau de la population, il reste en deçà de la norme humanitaire de 15 litres par personne et par jour, ce qui indique un écart estimé de 35 % dans la couverture. Cela souligne la nécessité de poursuivre les efforts visant à renforcer l'accès à l'eau potable et à améliorer les conditions de vie, tout en réduisant les risques pour la santé publique sur le site.

Parallèlement, les activités de promotion de l'hygiène et de l'assainissement atteignaient 3 450 personnes, soit environ 15,8 % de la population totale de réfugiés. Les sessions de sensibilisation ont porté sur la protection et la propreté des points d'eau, l'éloignement des animaux des zones de collecte d'eau, le maintien d'un environnement propre autour des installations aquatiques et l'encouragement à participer aux campagnes de nettoyage communautaire. Bien que ces interventions contribuent à prévenir les maladies d'origine hydrique et à améliorer les résultats en matière de santé publique, leur portée globale reste limitée par rapport à la population totale, ce qui souligne l'importance d'accroître les activités de promotion de l'hygiène communautaire.

Santé et nutrition

Au cours de la période couverte, le CSSI, partenaire du HCR, et le Corps médical international (IMC) ont mené 529 consultations médicales, principalement pour le paludisme (48,96 %), les infections respiratoires (13,23 %) et les infections digestives (8,31 %). Dans le domaine de la santé reproductive, 51 consultations prénatales, 38 consultations gynécologiques et 4 accouchements assistés ont été enregistrés.

Concernant la surveillance de la maladie, trois patients ont été orientés vers l'hôpital du district de Birao et quatre nouveaux cas suspects de rougeole ont été signalés, portant le total cumulé à 70 cas suspects, dont cinq décès. Dans le secteur de la nutrition, 141 enfants ont été dépistés, dont quatre cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) et deux cas de malnutrition aiguë sévère (SAM), qui ont reçu des soins appropriés.

De plus, trois nouveaux cas de santé mentale ont bénéficié d'un suivi soutenu. Les activités de vaccination ont permis de vacciner 23 femmes enceintes contre le tétanos, 27 enfants grâce à des services de vaccination de routine et 48 enfants contre la rougeole. Les partenaires de santé continuent de mener des activités de sensibilisation communautaire axées sur la prévention des maladies, la vaccination, la promotion de l'hygiène et l'utilisation de moustiquaires traitées à l'insecticide.

Activités de protection à Obo en faveur des réfugiés soudanais et congolais.

La situation sécuritaire dans les préfectures du Mbomou et du Haut-Mbomou est demeurée globalement calme grâce aux patrouilles des forces loyales, au renforcement des dispositifs de sécurité et au désarmement volontaire de certains éléments de l'AAKG. Toutefois, des incidents isolés, des violations des droits humains, des tensions liées à la présence présumée de groupes armés ainsi que l'insécurité persistante sur certains axes routiers ont continué d'affecter les populations civiles et de limiter l'accès humanitaire dans certaines localités.

Dans le cadre des activités marquant la Journée mondiale des réfugiés 2026, le HCR et la CNR ont participé, du 16 au 20 juin 2026, aux travaux communautaires de désherbage organisés par les réfugiés avant de prendre part à la célébration officielle de la Journée mondiale des réfugiés au camp des réfugiés.

Du 22 au 27 juin 2026, dans le Haut-Mbomou, 1 050 bénéficiaires à Obo, Zémio, Mboki et Rafai ont reçu une assistance en espèces de 50 000 FCFA grâce au financement du CERF (Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies), en coordination avec les partenaires CATDEC et CIAUD.

Enregistrement et documentation

Au cours de la période sous revue, les activités d'enregistrement et de documentation civile ont permis la délivrance de 4 billets de composition familiale, l'enregistrement de 4 ménages sud-soudanais (4 demandeurs d'asile), de 4 nouveau-nés (3 filles et 1 garçon) ainsi que de 4 décès de ressortissants soudanais (2 hommes et 2 femmes).

Protection

Sur le plan de la protection, 108 incidents ont été documentés dans les préfectures du Mbomou et du Haut-Mbomou. Dans le Mbomou, 38 incidents ont été

recensés, principalement des cas de VBG et d'atteintes à l'intégrité physique et psychologique, avec une forte concentration sur Rafai. Dans le Haut-Mbomou, 70 incidents ont été enregistrés, majoritairement liés aux atteintes au droit à la propriété, à la liberté et à la sécurité, principalement à Zémio et à Mboki. Les victimes étaient essentiellement des résidents, ce qui met en évidence la persistance des risques de protection auxquels sont exposées les communautés hôtes.

Prévention et réponse aux VBG

Au cours du mois de juin, 12 cas de VBG ont été documentés dans le Mbomou (5 viols, 6 agressions physiques et 1 cas de déni de ressources), affectant principalement des femmes et des filles résidant dans la région. Les incidents ont été majoritairement signalés à Rafai et Gambo. En réponse, 7 références ont été réalisées, dont 6 médicales et 1 juridique. Par ailleurs, 4 séances de sensibilisation ont permis de toucher 104 personnes à Bangassou et Rafai sur la prévention des VBG, la prise en charge des survivantes et les mécanismes de référencement.

Dans le Haut-Mbomou, 7 séances de sensibilisation organisées à Obo et Mboki sur la prévention des VBG, la dénonciation des cas, le référencement et l'accès aux services de prise en charge ont sensibilisé 292 personnes issues des communautés résidentes, déplacées et réfugiées. Au total, 396 personnes ont été sensibilisées aux risques liés aux VBG et aux mécanismes de protection au cours de la période sous revue.

Protection de l'enfance

Au cours de la période sous revue, dans le Mbomou, 5 filles résidentes ont été victimes d'incidents de protection, dont 4 cas de viol et 1 cas de coups et blessures, enregistrés à Gambo, Rafai et Ouango. Toutes les survivantes ont bénéficié d'une prise en charge et d'un référencement vers les services appropriés. En parallèle, 5 séances de sensibilisation sur les droits de l'enfant et la protection contre l'exploitation ont permis de toucher 107 personnes à Rafai et à Bangassou.

Dans le Haut-Mbomou, les activités de sensibilisation aux droits de l'enfant, à la prévention des EAS, ainsi qu'à l'hygiène et à l'assainissement ont bénéficié à 94 personnes.

Par ailleurs, 30 enfants vulnérables affectés par les conflits armés à Mboki ont bénéficié d'une assistance en espèces afin de renforcer leur protection et de

réduire leurs vulnérabilités. Au total, 201 personnes ont été sensibilisées aux droits et à la protection de l'enfant dans les deux préfectures.

Abris et articles non alimentaires

Dans le Haut-Mbomou, au cours de la période sous revue, 542 ménages de réfugiés sud-soudanais, soudanais et congolais à Mboki ont reçu des kits d'articles ménagers essentiels (NFI), comprenant des bâches, des seaux, des lampes et du savon, grâce à l'appui de l'ONG CARITAS, ce qui a contribué à améliorer leurs conditions de vie et à couvrir leurs besoins essentiels.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Au cours du mois de juin, dans le Haut-Mbomou, 25 producteurs ont été formés aux bonnes pratiques d'élevage et 75 exploitants agricoles ont bénéficié d'une formation aux techniques agricoles. Un atelier de plaidoyer a également été organisé afin de faciliter l'accès aux terres et de présenter les activités du projet aux autorités locales.

Situation des réfugiés tchadiens à Betoko et dans la préfecture de l'Ouham.

En avril 2023, des conflits communautaires au Tchad ont contraint plus de 38 000 personnes à fuir vers la République centrafricaine, dont près de 31 800 réfugiés tchadiens et environ 6 200 rapatriés spontanés centrafricains.

À la suite des activités de monitoring menées par la CNR et le HCR dans les villages frontaliers (axes Bedaka, Bembéré et Benamkor), environ 6 712 personnes, soit 2 515 ménages, ont été identifiées comme vivant au sein de familles d'accueil.

Au premier trimestre de l'année, 3 458 réfugiés tchadiens ont été enregistrés par biométrie à Betoko, dont 1 874 femmes et 1 584 hommes, répartis dans 909 ménages.

Parmi eux, 424 personnes présentent des besoins spécifiques, notamment :

- Des enfants non accompagnés,
- Des femmes enceintes ou allaitantes,
- Des personnes âgées malades,
- Des personnes vivant avec un handicap,
- Et des personnes nécessitant une prise en charge médicale.

Assistance humanitaire et réponse aux besoins essentiels.

Au cours de la période en revue, 706 ménages de rapatriés spontanés ont été assistés en cash à Paoua centre, dans Lim Pendé, pour un total de 81 millions de FCFA. Le Programme alimentaire mondial a distribué des fonds en espèces destinés à l'alimentation aux réfugiés tchadiens à Betoko. Une assistance permettant aux réfugiés de subvenir à leurs besoins essentiels..

Protection et bien-être des enfants

La CNR, le HCR et leurs partenaires ont poursuivi les activités de suivi de la protection dans les localités de Bossangoa, Paoua, Betoko, Bocaranga, Ngaoundaye Ndim et Kouï. Globalement, l'environnement de protection a été jugé stable sur la période considérée. Toutefois, certaines zones, notamment Bozoum et Ngaoundaye, dans la préfecture de l'Ouham-Pende, ont été touchées par une crise communautaire, ce qui a entraîné une hausse du nombre d'incidents de protection dans ces localités.

Santé-Nutrition

Entre janvier et mars 2026, environ 1 500 consultations curatives ont été réalisées, dont 52 % en faveur des réfugiés tchadiens et 48 % en faveur des communautés hôtes, illustrant une approche inclusive de l'assistance. Les principales causes de morbidité restent le paludisme (environ 47 % des cas) ainsi que les infections digestives et respiratoires.

Le HCR a appuyé le district sanitaire de Lim-pende dans le transport des produits alimentaires indispensables au traitement des enfants malnutris dans ladite préfecture. Environ 500 cartons de produits ont été transportés par le HCR de Bossangoa à Paoua du 21 au 22 février 2025. Ces produits ont été mis à disposition par l'UNICEF au district sanitaire de Lim-Pende.



UNHCR CAR @UNHCR_CAR · May 9

🇸🇩 À Gallo, 150 enfants rapatriés & de la communauté hôte ont reçu bien plus qu'un document: une identité & une chance d'avenir 📄 ✨

Grâce au soutien de @UN_CAR aux audiences foraines du tribunal de Baboua, ces filles & garçons pourront désormais aller à l'école sans obstacles 🙌



Réponses aux personnes déplacées internes (PDI)

Au cours de la période sous revue, une amélioration globale de la situation sécuritaire a été observée dans les principales villes et le long des axes routiers de la République centrafricaine. Cette évolution positive a favorisé les retours spontanés de 75 800 personnes déplacées internes au sein du pays, ce qui témoigne des progrès vers la stabilisation.

Dans le même temps, certaines zones restent affectées par des dynamiques de déplacement.

Dans la préfecture de la Vakaga, plus de 11 109 ressortissants centrafricains ont été contraints de fuir Amdafock et sept autres villages frontaliers, à la suite d'attaques transfrontalières présumées menées par des éléments du RSF du Soudan. Les populations déplacées ont trouvé refuge autour de la base opérationnelle temporaire (TOB) du contingent zambien.

Face à cette situation, le HCR et ses partenaires se sont mobilisés pour apporter une assistance d'urgence et assurer la protection des personnes affectées. Au 31 mars 2026, le nombre total de personnes déplacées internes dans la préfecture de la Vakaga s'élevait à 14 277, ce qui souligne la nécessité de poursuivre les efforts conjoints pour répondre aux besoins humanitaires et soutenir des solutions durables.

Dans la Haute-Kotto, à Bria, le 25 mars 2026, les travaux de l'atelier de planification du plan du Pôle de développement ont eu lieu en présence des autorités locales, de la société civile de la localité, des agences du système des Nations Unies, des ONG nationales et internationales ainsi que des leaders traditionnels.

Solutions durables

Le HCR et ses partenaires appuient le gouvernement de la République centrafricaine dans la promotion du retour durable de près de 300 000 réfugiés centrafricains. À travers sept pôles de développement mis en place dans les zones de retour et de déplacement, des plans locaux ont été élaborés pour améliorer l'accès aux services de base, créer des opportunités économiques et mobiliser les partenaires autour des priorités des communautés.

Cette approche contribue également à attirer des financements de la part d'institutions telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement afin de soutenir le développement des zones de retour.

Les opérations de rapatriement volontaire des réfugiés du Cameroun, de la République du Congo et de la République démocratique du Congo (RDC), suspendues depuis mars 2026 afin de renforcer la coordination entre les pays concernés, enregistrent des avancées significatives.

Du 9 au 11 juin 2026, les gouvernements de la RDC et de la RCA, ainsi que le HCR, se sont réunis à Kinshasa lors d'une Commission tripartite, réaffirmant leur engagement à faciliter le retour volontaire, sûr, digne et durable de près de 267 000 réfugiés centrafricains vivant en RDC et de 6 363 réfugiés congolais accueillis en RCA.

Cette dynamique s'est poursuivie le 28 juin avec une mission transfrontalière à Gbadolité, réunissant les autorités des deux pays, le HCR, le CNR et le PARET, afin de préparer la reprise des opérations de rapatriement à travers des échanges avec les autorités locales et les réfugiés du camp d'Inké.

Depuis 2017, 75 031 réfugiés centrafricains ont ainsi été accompagnés dans leur retour volontaire avec l'appui du HCR et du gouvernement.

À Berbérati, dans la préfecture de la Mambéré-Kadéï, des missions conjointes du CIAUD-PARET et du HCR ont été menées à Babaza et Carnot afin de valider les listes des bénéficiaires du projet de moyens de subsistance, conformément aux critères d'éligibilité. Les bénéficiaires retenus seront accompagnés dans des activités telles que l'agriculture, l'élevage, le commerce, le maraîchage, les activités génératrices de revenus (AGR) et la formation professionnelle.

Les réfugiés les plus vulnérables en République centrafricaine peuvent désormais accéder aux filets sociaux nationaux grâce à leur intégration au registre social unifié et au financement de la Banque mondiale.

En parallèle, le HCR a lancé l'initiative **African Inclusion Pathways**, avec le soutien de la Fondation Mastercard, qui vise à accompagner près de 35 000 réfugiés, rapatriés et membres des communautés hôtes en élargissant leur accès à l'éducation, à la formation technique et professionnelle (TVET), au développement des compétences et aux opportunités d'inclusion économique.

Partenariat avec le secteur privé

Le HCR travaille également avec des acteurs du secteur privé afin d'intégrer les réfugiés dans leurs chaînes de valeur. À cet effet, un protocole d'accord (MoU) a récemment été signé avec la SMCAF (Société de Manioc Centrafricain).

Un autre protocole d'accord est en cours de finalisation avec SAGINCO, afin de transformer les petits exploitants agricoles en entrepreneurs agricoles et en acteurs du développement local.



Journée mondiale du réfugié (JMR) et 75 ans de la Convention de 1951

En juin, la Journée mondiale des réfugiés a été célébrée dans cinq localités de la République centrafricaine (Bangui, Birao, Bria, Obo et Paoua) selon une approche portée par les réfugiés, en cohérence avec le 75^e anniversaire de la Convention de 1951 et l'agenda de localisation du HCR.

Au total, 11 organisations communautaires – dont 9 dirigées par des réfugiés (RLO), dont 3 dirigées par des femmes, ainsi que 2 organisations des communautés hôtes, dont une dirigée par des femmes – ont constitué des consortiums locaux et bénéficié de micro-subsidies pour concevoir et mettre en œuvre les célébrations.

Avec l'appui technique du HCR et de ses partenaires, ces organisations ont piloté l'ensemble du cycle du projet : consultations communautaires pour identifier les priorités, élaboration des termes de référence et des budgets, mise en œuvre des activités, gestion financière, ainsi que la production des rapports narratifs et financiers.

À travers des dialogues communautaires, des activités de sensibilisation, des manifestations culturelles et sportives, des expositions et d'autres initiatives conçues localement, ces célébrations ont mis en valeur le leadership des réfugiés, renforcé les capacités des organisations communautaires, favorisé la coexistence pacifique entre réfugiés et communautés hôtes, et réaffirmé les principes de participation, d'inclusion et de responsabilité partagée consacrés par la Convention de 1951.

Les célébrations de cette édition ont été rendues possibles grâce à l'initiative African Inclusion Pathways, financée par la Fondation Mastercard.

Travail en partenariat

En République centrafricaine, le HCR joue un rôle clé dans la coordination de la réponse humanitaire, en dirigeant le Cluster Protection et en co-dirigeant les clusters Coordination et Gestion des Camps (CCCM) ainsi que l'Abris/NFI.



À travers ce leadership, l'organisation plaide activement pour la centralité de la protection et de la promotion de solutions durables au bénéfice des personnes déplacées de force.

En étroite collaboration avec le gouvernement centrafricain, le HCR renforce son engagement aux côtés de ses partenaires stratégiques afin de mutualiser les efforts et de maximiser l'impact des interventions en faveur des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil.

Cette approche partenariale se traduit notamment par la signature d'accords de coopération avec des institutions clés telles qu'ONU Femmes et le ministère de l'Agriculture, ainsi que par une coordination renforcée avec les départements ministériels et les autorités locales.

Face à l'afflux de réfugiés soudanais et tchadiens, le modèle de coordination des réfugiés est mis en œuvre, avec le HCR à la tête de la réponse, en appui au gouvernement, représenté par la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), et en étroite collaboration avec les partenaires humanitaires et de développement.

Mesures d'efficience opérationnelle en RCA

Face à la réduction des financements, le HCR en RCA a redéfini ses priorités opérationnelles, ce qui a entraîné une diminution de sa couverture géographique et un recentrage de ses interventions essentielles.

Afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles, le HCR a engagé des réformes et des ajustements budgétaires à tous les niveaux, tout en veillant à maintenir la qualité et l'efficacité de l'assistance aux populations déplacées de force.

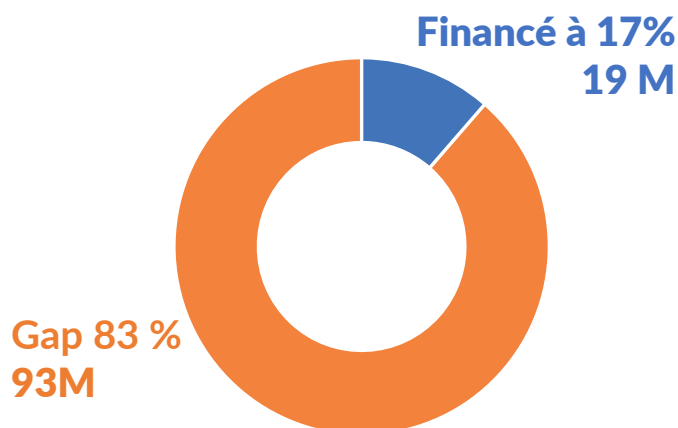
Parallèlement, le HCR renforce la mutualisation des ressources avec les agences des Nations Unies au sein du Groupe de travail dédié (GTMR). Cette approche vise à développer des synergies dans des domaines clés tels que la logistique (CAR Pooling), la sécurité, la gestion des bases de vie, les technologies de l'information et les services administratifs, afin de réduire les coûts et d'améliorer la coordination.

Ces mesures permettent de réaliser des économies d'échelle et de renforcer la cohérence des actions sur le terrain. Elles reflètent la volonté du HCR de s'adapter aux contraintes budgétaires tout en préservant sa capacité à protéger et à assister les populations les plus vulnérables dans un environnement opérationnel complexe.

FINANCEMENT AU 30 juin 2026

\$USD 112 Millions

requis par le HCR en RCA en 2026



Le HCR est reconnaissant du soutien généreux des donateurs à l'opération de la RCA:



Funded by
the European Union



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



Internal Displacement
Solutions Fund



PEACEBUILDING
FUND



UNHCR
The UN Refugee Agency

In partnership with



mastercard
foundation

Latter-day Saint
Charities Australia

THE CHURCH OF
JESUS CHRIST
OF LATTER-DAY SAINTS

CONTACTS

Gloria Ramazani, External Relations Officer, Central African Republic, ramazang@unhcr.org.

Ying Hu, Associate external Relations Officer, Central African Republic, huyi@unhcr.org.

Stella Fatime, Communication Associate, Central African Republic, fatime@unhcr.org

Links : [X \(Twitter\)](#), [Facebook](#).